Proposition de loi visant à rendre plus accessible l'assurance protection juridique, n° [3560](#)

Le régime de l'aide juridique de deuxième ligne garantit que des personnes avec un faible revenu puissent faire appel gratuitement ou pour une faible indemnité, à l'assistance d'un avocat lorsqu'elles sont concernées par un différend juridique. Pour les personnes ne bénéficiant pas de l'aide juridique, un avantage est actuellement déjà octroyé, sous certaines conditions, pour les assurances protection juridique; les contrats avec une prime maximale de 144 euros octroyant une couverture déterminée pour des risques biens précis sont exonérés de la taxe de 9,25 p.c. sur les primes d'assurance (article 176/2, 12°, Code des droits et taxes divers, et arrêté royal du 15 janvier 2007 déterminant les conditions auxquelles doit répondre un contrat d'assurance protection juridique pour être exempté de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance prévue par l'article 176 du Code des droits et taxes divers). Cet avantage (un peu plus de 13 euros) s'est toutefois avéré trop limité pour faire augmenter sensiblement le nombre de contrats en matière d'assurances protection juridique.

C'est pourquoi les auteurs de la proposition de loi propose de remplacer l'exonération de la taxe sur les primes par une réduction d'impôt à accorder pour les primes pour des assurances protection juridique qui satisfont à un nombre de conditions strictes en ce qui concerne les risques couverts, la couverture et garantie minimales, et les délais d'attente. Ces conditions sont fixées dans le chapitre 2 du projet.

Contrairement à la législation actuelle en matière d'exonération de taxe sur les primes, les auteurs de la proposition de loi propose une couverture plus large en incluant sous la garantie obligatoire également les litiges relatifs au secteur de la construction et aux litiges de divorce, soit deux litiges très fréquents. Pour ces causes, une période d'attente plus longue et un plafond maximal plus bas pourraient être imposés.

Les plafonds de garantie sont également plus élevés que dans la législation actuelle. En définitive, les assurés payeront une prime un peu plus élevée mais bénéficieront aussi d'une couverture plus large avec un plafond de garantie plus élevé. Ils bénéficieront également d'un avantage fiscal plus avantageux que celui existant actuellement. Enfin, en ce qui concerne la prime, cette proposition de loi laisse jouer le mécanisme de concurrence pour déterminer une prime la plus basse possible. Afin que ce produit d'assurance juridique soit accessible à un public le plus large possible, il serait souhaitable que la prime soit alignée avec le montant pris en compte par le fisc.

[Lire la discussion](#)

La proposition de loi n° 3560 est adoptée par 57 voix contre 48 et 32 abstentions

Vote nominatif : 015

Oui	057
-----	-----

Becq Sonja, Beke Wouter, Bellens Rita, Bracke Siegfried, Burton Emmanuel, Buysrogge Peter, Calomne Gautier, Capoen An, Cassart-Mailleux Caroline, Ceysens Patricia, Chastel Olivier, Clarinval David, Dallemagne Georges, De Coninck Inez, de Coster-Bauchau Sybille, Dedecker Peter, Degroote Koenraad, Demir Zuhail, Demon Franky, De Rover Peter, Deseyn Roel, Dewael Patrick, De Wever Bart, Dewinter Filip, De Wit Sophie, D'Haese Christoph, Dierick Leen, Dumery Daphné, Flahaux Jean-Jacques, Foret Gilles, Francken Theo, Friart Benoît, Gabriëls Katja, Galant Isabelle, Gantois Rita, Goffin Philippe, Grosemans Karolien, Heeren Veerle, Jambon Jan, Janssen Werner, Janssens Dirk, Lachaert Egbert, Lanjri Nahima, Lijnen Nele, Luyckx Peter, Metsu Koen, Miller Richard, Muyllé Nathalie, Piedboeuf Benoît, Pivin Philippe, Schepmans Françoise, Scourneau Vincent, Smaers Griet, Somers Ine, Spooren Jan, Terwingen Raf, Thiéry Damien, Thoron Stéphanie, Uyttersprot Goedele, Van Biesen Luk, Van Camp Yoleen, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Vandenput Tim, Vandepuy Steven, Van Hoof Els, Van Mechelen Dirk, Van Peel Valerie, Van Peteghem Vincent, Van Rompuy Eric, Van Vaerenbergh Kristien, Vercamer Stefaan, Vercammen Jan, Verherstraeten Servais, Vermeulen Brecht, Vuye Hendrik, Wilrycx Frank, Wollants Bert, Wouters Veerle, Yüksel Veli

Non	048
-----	-----

Almaci Meyrem, Ben Hamou Nawal, Brotcorne Christian, Calvo Kristof, Caprasse Véronique, Chabot Jacques, Cheron Marcel, Corthouts Michel, Daerden Frédéric, Dedry Anne, de Lamotte Michel, Delannois Paul-Olivier, Delizée Jean-Marc, Delpérée Francis, Devin Laurent, De Vriendt Wouter, Di Rupo Elio, Dispa Benoît, Fernandez Fernandez Julie, Fonck Catherine, Frédéric André, Gilkinet Georges, Goffinet Anne-Catherine, Grovonijs Gwenaëlle, Hedebouw Raoul, Henry Olivier, Kir Emir, Laouej Ahmed, Lutgen Benoît, Maingain Olivier, Mathot Alain, Matz Vanessa, Nollet Jean-Marc, Onkelinx Laurette, Özen Özlem, Schlitz Sarah, Senesael Daniel, Thiébaud Eric, Vanden Burre Gilles, Van Hecke Stefaan, Van Hees Marco, Waterschoot Véronique, Winckel Fabienne

Abstentions	032
-------------	-----

Bonte Hans, Carcaci Aldo, Casier Youro, De Coninck Monica, Detiège Maya, Geerts David, Jiroflée Karin, Kitir Meryame, Lambrecht Annick, Pehlivan Fatma, Temmerman Karin, Top Alain, Van der Maelen Dirk, Vanvelthoven Peter